

*Initiatives ministérielles*

cours desquelles un grand nombre de Canadiens ont consenti des efforts et des sacrifices énormes.

Durant l'Entre-deux-guerres, nous n'avons pas joué un rôle aussi actif en Europe, peut-être pas aussi actif qu'on aurait dû le faire, et je pense d'ailleurs que l'Europe a souffert de cette présence trop faible. Lorsque je dis que nous n'avons pas été très actifs ou aussi actifs que nous aurions dû l'être, la remarque vaut aussi pour les États-Unis. Je pense que nous avons beaucoup appris depuis, entre autres que nous avons un rôle à jouer en Europe, sur le plan de la sécurité notamment, et que notre présence est désirée afin de favoriser la stabilité et d'aider l'Europe à administrer ses affaires internes.

Lors de la Deuxième Guerre mondiale, nous avons apporté une autre contribution très importante, et nous jouons évidemment un rôle très actif depuis 40 ans, par le biais de l'OTAN.

Dans toutes ces interventions et dans toutes ces relations, le Canada s'est particulièrement distingué selon moi, et il a fait preuve d'un grand courage et d'une bonne dose d'imagination. En fait, c'est Lester B. Pearson qui a insisté sur ce qu'on appelle la «clause Canada» de l'OTAN. Il soutenait que l'OTAN devait être beaucoup plus qu'une alliance militaire et, bien entendu, mon parti et moi-même sommes tout à fait d'accord avec lui sur ce principe. L'OTAN devrait également servir à tisser des liens socio-économiques et culturels.

Cela dit, nous sommes maintenant confrontés au problème, agréable en quelque sorte, de définir le rôle que nous devons jouer au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Nous sommes actifs au sein de cet organisme depuis le début, dans les années 1970, et je suis heureux de voir que nous entendons continuer d'en faire partie.

Il y a bien des raisons pour lesquelles je prétends que cela revêt une importance fondamentale pour le Canada. D'une part, cela nous permettra de maintenir les liens étroits que nous avons toujours entretenus avec l'Europe et, d'autre part, nous serons ainsi en mesure d'apporter une aide utile à un continent qui est à l'heure actuelle le théâtre de toutes sortes de bouleversements.

Nous avons salué avec joie les événements qui se sont déroulés en Europe de l'Est au cours des 12 ou 18 derniers mois. À l'exception de la Roumanie, ces pays se sont transformés presque sans effusion de sang, pour passer du totalitarisme marxiste à une société libérale, démocratique. Cela s'est produit d'abord en Pologne et,

plus récemment, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, de même qu'en Allemagne, avec l'unification.

Ce processus a réjoui les Canadiens, les Américains et les Européens. Par contre, il a aussi suscité de très nombreux problèmes sur le plan économique, d'abord, puis sur le plan ethnique.

Il y a beaucoup d'agitation dans les pays comme la Yougoslavie ou la Roumanie, même dans certaines parties de la Tchécoslovaquie et certainement en Union soviétique. Il va sans dire que l'Union soviétique présente un cas bien spécial. Nous nous réjouissons des changements que la *glasnost* a apportés en Union soviétique, où la société devient plus ouverte, plus libérale et plus tolérante, et nous espérons que ses habitants sont satisfaits de la tournure des événements.

• (1220)

J'y ai fait un court voyage l'été dernier. La dizaine de jours que j'y ai passés m'a permis de constater que la population en Union soviétique est très malheureuse et inquiète; elle est d'humeur changeante. Les gens voient, tout autour d'eux, la grande pauvreté et les privations qui accompagnent la *glasnost*. En d'autres termes, la *perestroïka*, l'autre donnée de l'équation, est un échec et le pays se trouve, jour après jour, au bord de la crise sociale.

Par exemple, ceux qui, je l'espère, devraient un jour bénéficier de la *perestroïka*, c'est-à-dire les travailleurs et les travailleuses ordinaires de l'Union soviétique, sont ceux qui protestent le plus contre la *perestroïka*, parce que, jusqu'à maintenant, elle ne leur a apporté que privation et misère. Les magasins d'alimentation sont vides et l'essence est rare, quand il y en a, dans bien des grandes villes de l'Union soviétique.

Il ne nous appartient pas de condamner l'Union soviétique ou M. Gorbatchev pour ce qui est arrivé. Pas plus qu'on ne peut sortir des ténèbres du jour au lendemain, un régime autoritaire et fortement centralisé ne peut se transformer en société libre ou en économie de marché en un clin d'oeil, sans connaître de telles difficultés.

Ce que je veux dire—et cela a rapport à la CSCE—c'est que je crains fort que l'Union soviétique n'éclate, comme elle a commencé à le faire, avant d'avoir eu le temps de s'adapter à l'économie de marché et à un régime libéral et démocratique.

C'est la pagaille dans le vieil empire soviétique. À vrai dire, hormis l'appareil militaire et ce qui reste du gouvernement central à Moscou, il n'y a plus, à proprement parler, d'empire soviétique. Or, la république fédérative de Russie, l'Ukraine, les pays Baltes, les républiques